

« Die Zeit, in der wir leben » (1972)

Un plaidoyer avant-gardiste de Marcel Engel
pour un Institut d'histoire du temps présent

Denis Scuto

*Directeur de recherche de l'Unité Histoire contemporaine du Luxembourg
Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History (C²DH)*

La création, l'année dernière, du *Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History* est l'aboutissement d'une longue histoire. Non, plutôt l'histoire d'un long retard qui interpelle.

Dans la République fédérale d'Allemagne, est fondé, dès 1952, l'*Institut für Zeitgeschichte*, comme successeur du *Deutsches Institut für die Geschichte der nationalsozialistischen Zeit* (créé en 1949), qui est très tôt relié au monde universitaire. Dans le sillage du procès contre les membres des *Einsatzgruppen* à Ulm, en 1958, de l'inscription de croix gammées sur la synagogue de Cologne et du procès Eichmann en 1961, donc dans ce contexte d'anamnèse spécifique à l'Allemagne fédérale, le premier séminaire d'histoire du temps présent est introduit en 1962, sous la direction de Gerhard Schulz, à l'Université de Tübingen. La revue éditée par l'Institut, les *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, constitue encore aujourd'hui une référence internationale dans le domaine de l'histoire du temps présent.

En France, une Commission d'histoire de l'occupation et de la Libération et un Comité d'histoire de la guerre sont créés dans l'immédiat après-guerre, qui fusionnent en 1950 dans le Comité français d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. Le Comité est rattaché au gouvernement – dans un premier temps au Président du Conseil (le président de la IV^e République) et ensuite au Premier Ministre. Dans les années 1970, le gouvernement (de Raymond Barre) fait du Comité un laboratoire à part entière du CNRS, qui prend en 1980 la forme de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP).

Aux Pays-Bas, l'Institut d'État de documentation de la guerre (RIOD) est fondé dès 1945 et rattaché au Ministère de la Recherche et de l'Enseignement, avec une mission principale de collecte de documents. En 1998, le RIOD est transformé en NIOD (Institut néerlandais de documentation de la guerre) et

rattaché à l'Académie Royale des Sciences, qui gère des instituts de recherche extra-universitaires.

En Belgique, le conflit autour de la « Question royale » entre léopoldistes et anti-léopoldistes – le roi Leopold III, commandant en chef des armées, capitule en mai 1940 et décide de rester, contrairement au gouvernement qui part en exil – empêche pendant longtemps la création d'un institut censé documenter la résistance belge. En 1967, seulement, est créé le Centre de recherches et d'études historiques de la Deuxième Guerre mondiale, sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, rattaché à la Direction des Archives nationales, sans fonctionnarisation des employés. Dès le début, le travail de documentation du Centre est considérable. Il est complété progressivement par la publication d'une revue scientifique d'histoire du vingtième siècle et beaucoup de travaux scientifiques sur la Deuxième et récemment sur la Première Guerre mondiale. En 1997, l'institution est rebaptisée en *Centre d'études et de documentation guerres et sociétés contemporaines* et se transforme en centre d'expertise belge pour l'histoire des conflits et des guerres au 20^e siècle.

Et au Luxembourg ? Rien de tout cela. À la fin des années 1950 est fondée une commission d'histoire de la Seconde Guerre mondiale qui ne fonctionnera jamais. En 1967 est institué un Conseil national de la Résistance regroupant les organisations des anciens résistants, sans qu'une fonction de documentation ou de recherche ne soit explicitement prévue par le législateur.

Alors que documentation et recherche scientifique sur la Seconde Guerre mondiale se mettent progressivement en place dans les pays voisins, dans l'après-guerre, le Luxembourg se contente d'un dispositif mémoriel qui célèbre la guerre comme mythe fondateur de la nation. Ce récit présente dynastie, gouvernants et peuple comme une unité, met l'accent sur la résistance nationale contre l'occupant et l'engagement aux côtés des Alliés, tout en présentant la collaboration comme un phénomène marginal. Contrairement aux autres pays, on n'assista au Luxembourg ni à la publication de documents diplomatiques sur la Seconde Guerre mondiale, ni à celle d'ouvrages de synthèse scientifiques sur cet événement crucial et encore moins à celle d'une revue scientifique d'histoire contemporaine. En l'absence d'un environnement institutionnel universitaire, mais aussi d'une véritable volonté politique, c'est l'influence des groupes mémoriels et de mémoires politiques sur l'écriture de l'histoire qui a permis de pérenniser le récit mythique sur la période d'occupation.

Des voix critiques ne manquèrent pourtant pas. À titre d'exemple, permettez-moi d'évoquer ici une des plumes des *Cahiers luxembourgeois*, le professeur d'allemand à l'Athénée et aux Cours supérieurs, Marcel Engel (1912-2003). Sous l'Occupation, il fut destitué en raison de son attitude hostile au nazisme, en

juin 1941, astreint aux travaux forcés sur le chantier de l'autoroute de Wittlich et par la suite incarcéré à Trèves, avant d'être déporté, en février 1944, à Hinzert. En 1983, il publia avec André Hohengarten une étude historique sur « Hinzert. Das SS-Sonderlager im Hunsrück 1939-1945 ».

Le 30 juin 1972, paraît dans le *Lëtzebuenger Land* un article de sa plume, « Die Zeit, in der wir leben ». Il y a donc presque cinquante ans, Marcel Engel lance un appel qui n'a rien perdu de son acuité et de son actualité, un plaidoyer en faveur de la déconstruction de mythes et pour une histoire critique du temps présent, « eine unabhängige Zeitgeschichtsforschung » :

« Die Geschichte soll kein Ahnenschrein sein für den nationalen Kult. Sie darf nicht als belehrende Postille verharmlost werden. Sie muß das Buch der unerbittlichen Wirklichkeit sein. Allzulange war gerade die Luxemburger Geschichte ein kitschiges Konglomerat von Wahrheit und Märchen, von Verhimmelung und Verteufelung. Sie war erbauliche Kinderfibel, schöngefärbt mit bunten 'images d'Epinal'. (...) In der mit romantischer Sehnsucht gesuchten Vergangenheit wird Luxemburg mit Kirchenfensterfarben als Garten Eden miniaturhaft gemalt, die Landesfürsten steigen auf in goldenem Glanz als Heilige Ludwige und rettende Haudegen, die jüngst verblichenen Politiker werden flugs kanonisiert als Straßenpatrone, als europäische Friedensmissionare, als schützende Landesväter mit statuarischer Gebärde. Man malt ihnen bereitwillig ins Wappenschild den alten Spruch: Ich dien, während ihre wahre Lebensdevise gelautet hat: Ich bedien mich. Der Heiligsprechungsprozeß verläuft in überstürzter Eile ohne das kontradiktorische Mitwirken des Advocatus Diaboli, des kritischen Zeitgeschichtlers. »

Marcel Engel cite en exemple l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich et les instituts de recherche qui couvrent la période contemporaine en France, en Belgique, aux Pays-Bas, en Italie. Il cite de longs extraits du cahier des charges de l'institut allemand : « Zeitgeschichte ist die Summe jüngst vergangener, das Leben der Zeitgenossen noch unmittelbar berührender Ereignisse, ihre Erforschung so alt wie Geschichtsforschung überhaupt. Zu ihren spezifischen Motiven gehört die Notwendigkeit, Krisen der Gesellschaft frühzeitig zu dokumentieren, zu beschreiben und zu analysieren (...). Mit dem lebendigen Bezug zur Erinnerung und Erfahrung der Zeitgenossen vermag Zeitgeschichte auch historisch kaum Interessierte anzurühren und zu historisch-politischer Reflexion anzuregen. »

Dans la suite de l'article, Marcel Engel réussit à dégager les liens complexes qui lient l'histoire-mémoire – ce qu'il appelle « Romantisierung und Legendenbildung » – et l'histoire-science – ce qu'il appelle « eigenständige Geschichtsschreibung ». L'histoire-mémoire rappelle les événements

historiques pour les sauver de l'oubli. En racontant les hauts faits du passé, elle porte des jugements de valeur. C'est une histoire qui glorifie les héros, qui dénonce les coupables, qui réhabilite les victimes. C'est une histoire qui, en commémorant et en jouant sur des ressorts affectifs, cimente des identités collectives. L'histoire-science, en revanche, ne juge pas mais tente de comprendre et d'expliquer. Elle se base sur la critique scientifique des sources, ne tire comme conclusions que celles qui s'imposent à leur examen, interprète les traces laissées par le passé de façon à restituer le sens que les acteurs d'une certaine époque donnaient à leurs actes. L'historien élabore de façon autonome un choix raisonné de questions à partir desquelles il interroge les archives. L'histoire est reconnue comme discipline scientifique parce que les connaissances produites ont subi avec succès l'épreuve de la critique des pairs et « expriment une connaissance partagée, vérifiée, passée au crible de la critique permanente » (Henri Rousso).

En se référant à Benedetto Croce, à Thucydide, à Platon, mais aussi à Marc Bloch, Marcel Engel plaide pour une histoire des temps récents, donc du temps présent, qui tienne compte des liens complexes entre histoire-mémoire et histoire-science, entre proximité et distance critique : « Wenn die Geschichte ein wissenschaftliches Fach ist, muß sie eine Technik und eine Methode besitzen, die auf die Analyse der menschlichen Geschehnisse in jeder Zeit, der längst und der jüngst vergangenen, gleicherweise anwendbar ist. Das erfolgreiche Ergebnis bei der Anwendung historischer Methoden darf nicht eine Frage des Datums sein. »

Comme Marc Bloch, dont il a lu l'ouvrage posthume sur les pratiques, les méthodes, les objectifs et l'éthique de l'historien, « Apologie pour l'histoire ou métier d'historien », Engel est conscient de l'approche à double tranchant de la science historique. D'une part, les historiens peuvent comprendre les comportements et les préoccupations des générations qui les ont précédés parce qu'ils ont eux-mêmes une expérience de la vie en société. Dans les mots de Marcel Engel : « Wiederum hat der Historiker des 20. Jahrhunderts den unbestreitbaren Vorteil der Zeitgenossenschaft. Er atmet die Atmosphäre der Vorgänge, er lebt im Klima der Meinungen, die er beschreiben soll. Jeder Historiker bringt für das Verständnis der Vergangenheit das Erlebnis der eigenen Zeit mit. (...) Wer der Gegenwart den Rücken zudreht, ist kein wahrer Historiker. »

D'autre part, la connaissance spontanée du monde nous pousse à projeter nos préoccupations, nos valeurs, nos passions, nos opinions dans le passé, d'où la manie du jugement. Spontanément les hommes et les femmes jugent le passé au lieu de l'expliquer et de le (faire) comprendre. L'historien doit donc être capable de mettre à distance la passé qu'il analyse et éviter les interprétations

anachronistes. Marcel Engel est conscient de cette ambivalence et évoque « das Vorurteil und die Parteilichkeit des Miterlebenden » : « Aber es ist eine bekannte Tatsache, daß jeder Historiker einen eigenen Standpunkt, eine persönliche Sympathie hat. » Son plaidoyer pour une histoire critique du temps présent, qui mette à profit de façon dialectique la « doxa », l'opinion, et l'« episteme », la science, n'en est que plus percutant :

« Die Zeitgeschichte darf nicht das billige Material sein zur gelegentlichen Ausbeutung in Kalendern, Lokalchroniken, Bildberichten. Hier besteht die große Gefahr der unkritischen Handhabung. Es ist zwar wünschenswert, daß sich Film, Magazin, Fernsehen, Roman mit der noch aktuellen Vergangenheit beschäftigen. Aber als Korrelativ und Korrektur muß eine unabhängige Zeitgeschichtsforschung gefordert werden, die unablässig prüft und sichtet, was die öffentliche Meinung, die Presse, der Rundfunk an Vorurteilen, Klischees, Legenden verbreitet und gemeinhin für wahr hält. Ein Staatsbürger, der sich nicht mit Politik befassen will, ist eine bequeme Wachsfigur, die jeder politische Schlaufuchs nach Mass kneten und manipulieren kann. Ein Luxemburger Historiker, der den Sturm der Zeit abwehrend, sich in ein elfenbeinernes Gehäuse der Ermesinden- oder Willibrorduszeit zurückzieht, verrät die soziale Verantwortung, die er trägt wie jeder echte Wissenschaftler. Denn er muß, was die geschichtliche Vergangenheit angeht, Propagandalügen und verfälschende Mythen bekämpfen. Diese Verantwortung kann nicht fünfzig Jahre vor der Gegenwart Halt machen. Je näher wir der eigenen Zeit kommen, desto dringender wird die klare Schau. Nichts ist gefährlicher als verzerrte Geschichte. »

L'appel lancé par Marcel Engel resta longtemps sans suites. Dans l'unique revue historique scientifique, *Hémecht*, tout regard critique sur la guerre était délégitimé comme prématuré ou partial ou écrit par des historiens trop jeunes. Il y eut certes un réel élan critique post-soixante-huitard. Plusieurs historiens commencèrent à travailler de façon critique sur la période de l'Occupation dans les années 1970 et 1980, en remettant en question ce grand récit: Lucien Blau, Paul Cerf, Paul Dostert, Emile Haag, Emile Krier, Henri Wehenkel, Claude Wey. Ils étaient bien lancés, jusqu'à ce qu'un véritable Historikerstreit, le réveil identitaire et la commémoration du 150^e anniversaire de l'indépendance du Grand-Duché en 1989, où la guerre et la Résistance occupèrent une place centrale – « l'heure de vérité, la grande épreuve en même temps que la grande preuve » (Gilbert Trausch) –, ne brisent cet élan critique.

Le mythe fondateur resta au centre des grandes synthèses nationales publiées à partir de 1989 par l'historien Gilbert Trausch, reconnu tant au niveau national qu'international comme le meilleur spécialiste de l'histoire contemporaine du Grand-Duché. Dans sa dernière synthèse en date, celle de 2002, l'historien

insiste toujours sur le tryptique héroïque : la démolition de la « Gëlle Fra » en octobre 1940, le soi-disant référendum du 10 octobre 1941 et la grève générale d'août-septembre 1942 (sous-titre: « Trois hauts faits marquent l'Occupation »). Un événement pour 1940, un événement pour 1941, un événement pour 1942. Pour faire comme si le peuple luxembourgeois, dans sa grande majorité, avait résisté dès le début de la guerre. Le récit sur la résistance est la pierre angulaire dans l'argumentaire de cet historien qui s'est mis au service d'un travail de construction identitaire visant à prouver pourquoi le Luxembourg peut légitimement revendiquer le rang d'une nation, pourquoi il remplit les critères qui définissent une nation. La preuve ultime est apportée, selon Trausch, par les souffrances endurées dans la lutte pour la patrie durant l'Occupation: « Ce n'est pas la première fois que des Luxembourgeois souffrent, mais c'est la première fois qu'ils acceptent de lourds sacrifices pour la survie de leur patrie. La communauté luxembourgeoise sortie du partage de 1839 et qui paraissait à la dérive s'est remarquablement rattrapée depuis lors. Elle a su se donner de la contenance et évoluer vers une communauté arborant les signes caractéristiques de la nation. »

À partir des années 1980, ce mythe s'est démocratisé, sans être vraiment déconstruit. Le mythe s'est ouvert au pluralisme politique et au pluralisme mémoriel. La résistance par exemple s'est découverte multiple. Comme dans d'autres pays européens, ces travaux ont contribué à ouvrir la communauté de patriotes et à la transformer en une « communauté de souffrance inclusive » (Pieter Lagrou) des résistants de l'extérieur avec armes (dans les rangs des maquis et des Alliés), des résistants de l'intérieur sans armes, des résistants patriotes et des résistants antifascistes, des déportés, des élèves des lycées arrêtés, des orphelins de la nation, etc. La mémoire antifasciste a été intégrée dans la mémoire patriotique. Juste les conflits de pouvoir et la concurrence mémorielle entre résistants et enrôlés de force sont parfois venus troubler la représentation publique de ces « histoires sans histoires ». Ces dernières années, la nouvelle centralité de l'Holocauste dans la mémoire collective et la transformation du discours héroïque en un discours sur les victimes ont permis d'intégrer la mémoire des victimes juives dans la mémoire nationale de la guerre.

Il reste que ce récit mythique est fort éloigné de l'appel lancé en 1972 par Marcel Engel contre la déformation de l'histoire, que la vision en soit chrétienne, marxiste ou nationaliste : « Desto mehr besteht für den Zeitgeschichtler die Verpflichtung, gegen Schönfärberei und politische Legendenbildung ins Feld zu ziehen. »

Au lieu d'un Institut d'histoire du temps présent, demandé depuis les années 1970 et existant dans les pays voisins, mis à l'ordre du jour de la Chambre

par les députés Ben Fayot et Renée Wagener à la fin des années 1990, les deux plus grands groupes mémoriels, les résistants et les enrôlés de force, reçurent chacun leur centre de documentation et de recherche. En 2002 fut créé un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance et en 2005 un Centre de Documentation sur l'Enrôlement forcé. Tous deux restèrent avant tout des organes politiques, rattachés au Premier ministre et gardant une mission de commémoration à côté d'une mission de recherche pour laquelle ils manquent de moyens.

En commentant le projet de loi sur le *Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance*, le 19 décembre 2002, à la Chambre des Députés, le premier ministre Jean-Claude Juncker a souligné que c'est ce récit-là qui doit être perpétué au nom de la nation:

« Et geet hei drëm, dass een d'Erënnerung un d'Resistenz waakreg hält, wat eng vun deenen impressionnanteste Säiten aus der lëtzebuergescher Geschicht ass. Et geet hei drëm sécher ze stellen, dass all méiglech Zorte vu Revisionisten, déi déi nei Geschichtsschreiwung an Europa probéieren ënnert hir Fuchtel ze huelen, scheiteren un der organiséierter Mémoire vun der Resistenz. Et geet drëm, fir den erfongte Fakten vum Joer 2032 déi geballte Faktebildung vun der Sammlung a vun der Fuerschung ronderëm d'Resistenz an duerch d'Resistenz selwer kënnen entgéint ze setzen an dat och virzebereeden. (...) well eng Natioun kënnert ouni Symboler, déi sech widderhuelen, nët aus. »

Or, le travail de l'historien est justement le contraire de ce travail de mémoire. C'est un travail de révision permanente. La fonction à la fois scientifique et civique de l'historien est d'abord de faire et de re-faire un travail critique. Faire le choix de la critique, c'est faire le choix des conclusions toujours seulement provisoires, c'est faire le choix de la complexité. C'est faire sienne l'attitude préconisée par l'historien américain, né au Luxembourg et qui a dû fuir le pays le 10 mai 1940, Arno Mayer, qui répondit ainsi à ceux qui critiquaient ses travaux sur la Shoah: « Ils ne voient que vérité absolue et erreur absolue, certitude parfaite et incertitude totale. Cette attitude ne s'accorde pas avec la tâche de l'historien, qui est de penser et de dépeindre la réalité dans sa diversité et sa complexité déconcertantes, en particulier lorsqu'il est confronté à des événements extrêmes et incompréhensibles. »

Sur le rapport entre histoire et mémoire, Arno Mayer précise: « Au centre de la conception moderne de l'histoire se trouve l'axiome selon lequel la pratique et l'interprétation de l'histoire ne sont ni statiques ni fixées par consensus. Les concepts, les méthodes, les techniques, les preuves se modifient constamment: ces changements de la science historique, avec ceux du monde qui l'entoure, suscitent sans cesse de nouvelles questions, hypothèses et

réévaluations critiques. Alors que la mémoire chante à l'unisson et n'accepte pas la contestation, la voix de l'histoire est une polyphonie ouverte au débat. La mémoire tend à se figer à mesure que le temps passe, alors que l'histoire appelle les révisions. » L'histoire est critique ou n'est pas.

Pour que l'histoire soit critique, pour que l'histoire soit histoire, il faut qu'elle soit libre, indépendante. Le travail de l'historien doit être libre, pour celui qui écrit comme pour celui qui lit.

D'un côté, il n'y a pas d'histoire possible, là où un État, un parti, un syndicat, une Église, une communauté, toute respectable soit-elle, impose un dogme, une théorie, une orthodoxie. La sacralisation d'événements historiques – le « Heiligsprechungsprozeß » relevé par Engel – est du domaine du religieux, non de l'histoire. Tout discours fermé sur lui-même relève du mythe, non de l'histoire. Le sacré, le mythe, tout discours fermé, doit être soumis, de la part de l'historien, à la critique. L'historien doit jeter un regard critique sur les usages partisans du passé, sur le détournement de l'histoire à des fins politiques en leur opposant les connaissances scientifiques, les nouveaux éclaircissements qu'apporte la recherche, dans une optique d'explication et non de jugement. Pour qu'il puisse le faire, il doit surtout partir de ses propres questionnements et non seulement des questions que se pose le public, les gens au pouvoir ou les commanditaires d'une expertise historique. D'un autre côté, aucune étude, si nouvelle par ses méthodes, si globale et transversale par sa perspective, si riche en documents sensationnels, en aperçus profonds soit-elle, n'est une étude définitive.

La recherche historique critique sur la Collaboration au Luxembourg continua donc à l'étranger, principalement à l'Université Libre de Bruxelles, à travers des mémoires de licence d'étudiants et étudiantes luxembourgeois, avant que Vincent Artuso ne soutienne sa thèse de doctorat, en 2011, sur « La Collaboration au Luxembourg durant la Seconde Guerre mondiale (1940-1945) : accomodation, adaptation, assimilation » à l'Université du Luxembourg et de Paris I Panthéon-Sorbonne.

Celui qui osait remettre en cause le paradigme dominant du mythe fondateur s'exposait à des attaques virulentes. À la suite d'une émission télévisée de Caroline Mart et de Tom Graas sur RTL, en décembre 2002, en marge de l'inauguration de la *Wehrmachtausstellung* de passage au Luxembourg, un monsieur d'âge avancé cracha au visage de l'historienne Marie-Paule Jungblut, curatrice de l'exposition critique « ... et wor alles net esou einfach. Froen un d'Geschicht vu Lëtzebuerg am Zweete Weltkriich » au Musée d'histoire de la ville de Luxembourg. Avec ce commentaire tout aussi répugnant: « Dat maache mer mat Nestbeschmutzern ». Après la même émission télévisée sur la *Wehrmachtausstellung*, à laquelle participèrent comme historiens, à côté de

Marie-Paule Jungblut, Lucien Blau et moi-même, le bulletin des enrôlés de force, « Les Sacrifiés », de février 2003, publia sans commentaire une lettre qui proférait des menaces à notre égard : « Um solche Subjekten zu kontern, müsste man jenen sofort mit grobem Geschütz ins Wort fallen und sie in scharfer Form bloßstellen. Aber dann würde man von unseren dekadenten Wohlstandsbürgern als Terrorist abgestempelt, während die konformistischen Universitäre als Märtyrer bewertet würden. » Avec indication de la localité où j’habitais. En 2006, les éditeurs Zeches et Heiderscheid ont ajouté à un article que j’avais consacré dans la *Hémecht* à « Mémoire et histoire de la Seconde Guerre mondiale au Luxembourg » la remarque suivante: « Les éditions Saint-Paul ne partagent pas les conclusions de l’auteur Denis Scuto sur un sujet particulièrement délicat de notre histoire nationale et restent sensibles aux sentiments d’incompréhension éventuels d’un certain nombre de compatriotes. »

Ce qui, il y a dix ans encore, ne pouvait être diffusé dans le public, fait aujourd’hui largement consensus parmi les historiens et historiennes luxembourgeois, grâce au débat lancé par Serge Hoffmann, Ben Fayot et d’autres qui a conduit au Rapport Artuso sur l’attitude de l’État luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies.

Le débat public autour du Rapport Artuso ainsi que l’alternance politique avec l’arrivée au pouvoir d’un gouvernement libéral-socialiste-écologique ont permis d’exaucer le vœu formulé par Marcel Engel en 1972 : l’institutionnalisation d’une « unabhängige Zeitgeschichtsforschung » dans le cadre d’un environnement scientifique, l’Université du Luxembourg. La mission prévue pour cet institut de recherche dans le programme gouvernemental de 2013 aurait plu à Marcel Engel : « L’Institut de l’Histoire du temps présent aura ainsi pour mission une recherche scientifique, critique et objective sur notre histoire contemporaine, objet bien différent d’un centre/comité du souvenir sur la résistance et les victimes du nazisme. »

Fondé en 2016 en tant que troisième Centre interdisciplinaire de l’Université du Luxembourg, le *Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History* ambitionne, sous la direction du professeur Andreas Fickers, de devenir un acteur incontournable dans trois domaines d’intérêt : 1. servir de plate-forme nationale pour un débat critique et des études universitaires sur des questions liées à l’histoire contemporaine du Luxembourg dans une perspective transnationale ; 2. agir comme un centre de réflexion sur les défis méthodologiques et épistémologiques qui se posent quand on fait de l’histoire à l’ère numérique ; 3. assumer le rôle de médiateur local dans la promotion d’une culture multimodale et numérique dans la recherche et l’enseignement scientifique à l’Université du Luxembourg. Trois domaines

de recherche – l’histoire contemporaine du Luxembourg, l’histoire digitale et l’histoire européenne contemporaine – sont examinés dans une perspective transnationale et interdisciplinaire.

L’objet principal dans le cadre de l’axe de recherche sur l’histoire contemporaine luxembourgeoise sera la recherche scientifique sur le 20^e et 21^e siècle et les transformations passées, présentes et à venir de la société luxembourgeoise comprise dans son contexte national, transnational et interrégional. Il est temps de sortir d’une historiographie glorificatrice, imprégnée d’une complaisance à l’égard des acteurs historiques, des « jüngst verblichenen Politiker (...) flugs kanonisiert als Straßenpatrone, als europäische Friedensmissionare, als schützende Landesväter mit statuarischer Gebärde » (Marcel Engel), de rompre avec une historiographie qui ne sert à rien, parce qu’elle empêche de comprendre le sens que les acteurs de l’époque donnaient à leurs actes, parce qu’elle empêche surtout de comprendre le monde qui nous entoure et les défis qu’il comporte. L’Institut d’histoire du temps présent s’inscrira dans une démarche explicative et non de jugement, productrice d’intelligibilité, susceptible d’« éclairer les différents passés présents dans le présent » (Pieter Lagrou).

Il sera primordial de travailler sur les passé-présents dans une double optique: faire ressortir les différences, mais aussi les ressemblances et les continuités avec notre présent. L’histoire du temps présent dans les pays voisins prend de plus en plus « pour objet le semblable plus que la fascination de l’étrange, y compris dans les épisodes que notre doxa contemporaine a érigé en négations actives de notre présent. Une histoire des « années noires » (la Seconde Guerre mondiale p. ex., D. S.) qui part des ressemblances et des continuités avec notre présent plutôt que du postulat de la différence, par exemple dans les dispositifs d’encadrement et de surveillance, de déportation de populations étrangères ou dans les méthodes de lutte antiterroriste (...) ». (Pieter Lagrou)

En général, le *Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History* étudiera des objets aux cadres temporels, spatiaux et théoriques variables, en produisant de nouveaux savoirs scientifiques sur des phénomènes et des processus qui ont profondément affecté le pays et dont la valeur comparative dépasse la perspective nationale : histoire de la formation de l’État-nation, des deux Guerres mondiales, de l’avant- et de l’après-guerre, de l’antisémitisme et de la Shoah, des collaborations, des résistances, tentatives autoritaires et démocratisation, histoire syndicale et histoire de l’État-Providence, histoire des migrations, histoire du statut international du Grand-Duché et de sa politique étrangère et européenne, histoire de la place financière, histoire des transformations sociétales et culturelles depuis les années 1970...

L'esprit et l'approche du nouveau Centre devraient être la même que celle que s'est donnée l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich et que Marcel Engel citait déjà en 1972 :

« Die Zeitgeschichte bedarf wie die politische Wissenschaft des permanenten Kontakts mit der Gegenwartspolitik ; sie muß auch die institutionellen und sonstigen Voraussetzungen politischer Entscheidungsbildung kennen, schon allein um die Relevanz und Angemessenheit ihrer eigenen Fragestellungen kontrollieren zu können. Andererseits ist es unerlässlich, daß öffentlich geförderte und finanzierte zeitgeschichtliche Forschungsinstitutionen sich nicht der aktuellen Politik dienstbar machen und sich vor der Identifizierung mit herrschenden Gruppen und Meinungen ebenso selbstkritisch zurückhalten wie vor unbewußter Anpassung. Denn nur durch die Bewahrung ihres unabhängigen Urteils kann Zeitgeschichte ihre gesellschaftliche Funktion der kritischen und aufklärenden Bewußtmachung von Geschichte wahrnehmen – unterstützt von einer einsichtigen Wissenschafts- und Kulturpolitik, die den langfristigen Wert wissenschaftlicher Behandlung der Zeitgeschichte als Beitrag zur Verbesserung der Erfahrungsgrundlage politischen Handelns begreift und bejaht. »